

## Le Bulletin du CERDI

Hiver, 2012

### Publications



- 2013, "International migration, imperfect information, and brain drain", Vianney DEQUIEDT, Yves ZENOU, *Journal of Development Economics*, 101
- 2013, "Crossing the border: Self-selection, earnings and individual migration decisions", Simone BERTOLI, J. FERNANDEZ-HUERTAS MORAGA, F. ORTEGA, *Journal of Development Economics*, 101
- 2012, "Health Inequality across Populations of Individuals", David SAHN, *African Development Review*, 24(4)
- 2012, "Health, Poverty and Economic Growth: An Introduction", David SAHN, *African Development Review*, 24(4)
- 2012, "Testing the asset-seeking hypothesis through the investments of Chinese and Indian firms in Europe", Yong HE, Hong ZHOU, *Journal of Economic Integration*, 27(4)
- 2012, "Impact of the real exchange rates of the Renminbi and/or other East Asian currencies on China's exports and imports", Ping HUA, *International Economics and Finance Journal*, 7(1)
- 2012, "Real exchange rate and economic growth in China", Ping HUA, *Journal of Reviews on Global Economics*, 1
- 2012, "Curative activities of township hospitals in Weifang Prefecture, China : an analysis of Environmental and supply-side determinants", Martine AUDIBERT, Xiao Xian HUANG, Jacky MATHONNAT, Aurore PELISSIER, Anning MA, *Economie Publique*, 28-29
- 2012, "Yardstick competition in a federation: Theory and evidence from China", Emille CALDEIRA, *China Economic Review*, 23(4)
- 2012, "De la « bonne gouvernance » et de son application au cas des pays en développement", Gaoussou DIARRA, Patrick PLANE, in Abdelmalki L., J-P Allegret, F. Puech, M. S. Jallab, A. Silem, *Développements récents en économie et finance internationales*, Armand Colin
- 2012, "Capital flows, exchange rate flexibility, and the real exchange rate", Jean-Louis COMBES, Patrick PLANE, Tidiane KINDA, *Journal of Macroeconomics*, 34
- 2012, "Textile Manufacturing in Eight Developing Countries: Does Business Environment Matter for Firm Technical Efficiency?", Patrick PLANE, Mohamed CHAFFAI, Tidiane KINDA, *Journal of Development Studies*, 48(10)
- 2012, "Energy, Polluting Emissions and Economic Development in Tunisia", Rania BEN HAMIDA, Amina FEKI, Sami HAMMAMI, *Journal of Energy and Development*, 37

### L'actualité du développement

#### Pour un changement de paradigme dans l'appui au développement en santé

L'approche du développement en santé a connu d'importantes évolutions au cours des deux dernières décennies, mais celles-ci sont restées dans le paradigme de la santé publique. On peut se féliciter que les interventions en faveur de la santé s'attachent à obtenir des résultats tout en s'intégrant davantage dans les politiques nationales. Pourtant, cela n'est en rien une véritable garantie de l'efficacité de ces interventions, et encore moins de l'aide internationale qui leur est apportée.

En ce qui concerne la lutte contre les maladies, le remarquable travail sur l'efficacité des interventions<sup>1</sup> reste encore sous-utilisé. De plus les évaluations sont habituellement réalisées dans le court terme, alors que sur le moyen et long terme les résultats peuvent connaître une phase de régression après une embellie initiale<sup>2</sup>.

Dans ce contexte, on continue à mettre en avant des indicateurs essentiellement de type sociodémographique (cf. les OMD dans le domaine de la santé), mais qui ne renseignent pas sur l'efficacité des ressources employées et ne rendent compte que d'une fraction de la problématique pertinente.

Il est donc temps de changer de paradigme en liant davantage les interventions en santé aux autres facteurs fondamentaux du développement et au développement harmonieux du territoire. Il faut que les interventions en santé s'alignent sur de telles priorités plutôt que de prétendre uniquement contribuer à l'amélioration de l'état de santé des populations.

Depuis plus de deux décennies, les agences de développement se sont obstinées à montrer les hôpitaux comme la cause majeure de gaspillage des financements publics et des dysfonctionnements des services de santé sans pour autant en faire une priorité d'intervention. D'un point de vue de santé, il serait aussi nécessaire de mesurer le bénéfice de la prise en charge des patients et non seulement de l'issue du traitement. La manière dont on souffre et meurt compte pour chacun d'entre nous, mais pas dans les indicateurs utilisés pour orienter les services de santé.

Par ailleurs, si on ne mesure pas uniquement le rôle des hôpitaux par leur contribution à l'amélioration des indicateurs sociodémographiques, il est possible de trouver bien d'autres résultats en incluant des indicateurs variés pour mesurer leur contribution à l'éducation, à la recherche, à la sécurisation des populations et tout simplement au développement économique. Il ne faut pas oublier que les investisseurs s'installent aussi là où la main-d'œuvre peut être soignée.

Alors que la réflexion internationale bat son plein sur l'agenda post-OMD avec la recherche de la couverture universelle s'appuyant sur des services de santé intégrés, il serait largement dommageable de continuer à raisonner comme par le passé, en laissant de côté la rénovation hospitalière qui devrait se traduire par un élan international pour l'investissement hospitalier, en appui à une plus grande efficacité des services de santé au bénéfice des personnes, et en accompagnement au développement harmonieux des territoires.

Seul un changement de paradigme passant de la santé publique au développement économique peut conduire à mobiliser des investissements hospitaliers, non pas pour construire ou rénover, mais pour entièrement revoir les modes de production des services de santé. Il existe des potentiels considérables de gain de productivité et d'efficacité par la remise à plat des organisations hospitalières selon une approche guidée par la recherche de l'efficacité du système de production.

Les agences d'aide au développement ont leur part à jouer en mobilisant des ressources, mais aussi un pôle d'expertise pour appuyer les pays.

[1] Disease Control Priorities Project (DCPP) <http://www.dcp2.org/main/Home.html>. Toutes les études sont disponibles ainsi que les tentatives de mise en place.

[2] Le cas des moustiquaires imprégnées en est un bon exemple <http://www.africasti.com/health-news/research-questions-treated-mosquito-nets-efficacy/>. On a mobilisé des fonds considérables pour une intervention qui est loin d'avoir la portée attendue.



Eric de Roodenbeke  
Chief Executive Officer,  
International Hospital  
Federation (IHF)

### Manifestations

May 22-24 2013, CERDI and School of Economics (UdA), Clermont-Ferrand, France

"Overlapping Generations Days" <http://www.cerdi.org/overlapping-generations-days-call-for-papers.html>

Submission before March the 22nd

Le Bulletin du CERDI  
ISSN : 2110 – 6037

Directeur de la publication : Patrick Plane  
Rédacteur en chef : Claudio Araujo  
Responsable d'édition : Catherine Lefort  
Webmaster : Vincent Mazenod  
Coordination vie étudiante : Laurène Petitfour  
Ont contribué à ce numéro : E.de Roodenbeke, M. Goujon, M. Arouri, S. J.Choumert, P.Combes-Motel, S. Bertoli, C. Bregegere, T. Demont, C. Gevaudan.

## CERDI News

### Bonne Arrivée



**Timothée Demont**, post-doctorant. Timothée a rejoint le CERDI en tant que chercheur post-doctoral en janvier 2013. Il a obtenu son doctorat de l'Université de Namur (Belgique), où il a effectué ses recherches au sein du Centre de Recherche en Economie du Développement (CREDE). Au cours de son doctorat, il a également passé plusieurs semestres à l'étranger, dont à la LSE, IIES (Stockholm University) et Stanford. Ses recherches combinent théorie et évidence empirique pour analyser le rôle, impact et design optimal de services financiers innovants à destination des personnes pauvres exclus du système formel. Son doctorat s'est spécialisé notamment sur la microfinance en Inde. Au sein du CERDI, il travaillera sous la supervision de Vianney Dequiedt.



Le concours photo 2013 est ouvert. "Les défis du développement" Envoyez vos photos à l'adresse d'Amade

[amade.cerdi@gmail.com](mailto:amade.cerdi@gmail.com)

## Colloque Développement Durable

Les 17, 18 et 19 octobre 2012, le CERDI a organisé sa deuxième conférence internationale sur l'Environnement et la Gestion des Ressources Naturelles dans les Pays en Développement et les Pays en Transition (<http://enrmdte2012.sciencesconf.org/>). Suite à l'appel à communication, le CERDI a reçu plus de 180 propositions sur lesquelles une centaine ont été retenues. Les 100 personnes inscrites à la conférence étaient des chercheurs de différentes universités européennes, africaines, américaines et asiatiques. Plusieurs sessions parallèles étaient au programme et portaient sur divers axes comme l'accès à l'eau, la déforestation, la transition énergétique ou encore l'adaptation aux changements climatiques. Pour les sessions plénières étaient invités Cees Withagen (Université VU) et Ujjayant Chakravorty (Université de Tufts).

Le colloque a débuté par une pré-conférence sur les migrations et l'environnement. Cette journée organisée en collaboration avec Mathilde Maurel (CES, Université Paris 1, FERDI) et François Gemenne (IDDRI) a été l'occasion d'engager une réflexion collective sur les relations entre chocs climatiques, migrations et transferts de migrants. Pour les sessions plénières étaient invités Dina Ionesco (Organisation Internationale pour les Migrations), Katrin Millock (CES, CNRS, Université Paris 1) et Hillel Rapoport (Université de Bar-Ilan et EQUIPPE).

Ce deuxième colloque a bénéficié du soutien de l'EAERE (European Association of Environmental and Resource Economists), de la FERDI et des collectivités locales. Il aura permis d'identifier différentes pistes de recherche futures, notamment sur la gestion des ressources naturelles dans les pays en développement et en transition, les liens entre environnement et pauvreté, les questions énergétiques, les politiques de lutte contre la déforestation et les politiques d'adaptation aux changements climatiques.

## En visite chez nous



(1) (2) (3) (4) (5)

**Felix Povel** (photo 1), KfW, Université de Göttingen, 5 avril

**Michel Beine** (photo 2), CREA, Université du Luxembourg, 22 février, "Climatic Factors as Determinants of International Migration"

**Jean-Marie Baland** (photo 3), Université de Namur, du 19 au 22 février

**Jules Tapsoba**, International Monetary Fund, 12 février, "Options and Strategies for Fiscal Consolidation in India"

**Frédéric Docquier** (photo 4), IRES, Université catholique de Louvain, 8 février, "Informality and long-run growth"

*et aussi:*

**Florent Bresson**, LEO, Université d'Orléans, 11 janvier, "When more does not necessarily mean better: Health-poverty comparisons with non-monotone welfare relationships"

**Pierre-Richard Agénor** (photo 5), Université de Manchester, 25 octobre 2012, "Middle Income Growth Traps"

**Maëlys de la Rupelle**, Université de Namur, 16 octobre 2012, "Inequality Persistence and Revolution: What can we learn from the Long March in China?"

## Collection Etudes et Documents

(Working papers) ISSN: 2114 7957

2013

**N°1**, "How do OECD donor countries distribute foreign aid among developing countries during their fiscal episodes?", **Sèna Kimm Gnanngnon**

2012

**N°39**, "Beggary-Neighbor Effects of Currency Undervaluation: Is China the Tip of the Iceberg?", **Samba Mbaye**

**N°38**, "The environmental efficiency of organic farming in developing countries: a case study from China", **Huanxiu Guo, Sébastien Marchand**

**N°37**, "Structural Vulnerability and Excessive Public Indebtedness in CFA Franc Zone Countries", **Sèna Kimm Gnanngnon**

**N°36**, "Does Structural Economic Vulnerability Matter for Public Indebtedness in Developing Countries?", **Sèna Kimm Gnanngnon**

**N°35**, "The Effects of Financial Development on Trade Performance and the Role of Institutions", **Youssef Kiendrebeogo**

**N°34**, "Understanding the Causal Links between Financial Development and International Trade", **Youssef Kiendrebeogo**

## Le CERDI sur le terrain

### Des cerdiens à l'Agence Française de Développement














L'Agence Française du Développement (AFD) agit depuis soixante-dix ans pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud et dans l'Outre-mer. Elle finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

L'AFD est ainsi un important recruteur de spécialistes du développement international. Le CERDI est bien représenté, par l'intermédiaire d'anciens élèves formés à l'Université d'Auvergne. On en compte aujourd'hui une trentaine qui travaillent dans diverses composantes de l'institution, basés en France ou à l'étranger.

Le 9 janvier dernier, ils ont organisé à "l'Auberge Aveyronnaise" à Paris un dîner entre collègues de l'AFD "anciens du CERDI". Félicitations pour cette merveilleuse initiative.

## Le CERDI sur ...

-  [le web](#)
-  [annuaire du cerdi](#)
-  [facebook](#)
-  [twitter](#)
-  [viadeo](#)
-  [linkedin.com](#)
-  [flickr](#)
-  [youtube](#)
-  [wikipedia](#)
-  [hal](#)
-  [Research Papers in Economics](#)



## Zoom sur la recherche : Point de vue

### Le développement (contrasté) de l'industrie manufacturière dans les pays africains

L'industrialisation, dans le sens du développement de l'industrie manufacturière, conduit à une structure économique dominée par des activités qui présentent une productivité élevée et qui sont sources d'externalités positives pour les autres secteurs. Elle augmenterait donc la croissance potentielle de l'économie dans son ensemble (Rodrik, 2009, Szirmai and Verspagen, 2011). Il est généralement considéré que l'Afrique ne s'industrialise pas, ce qui expliquerait ses difficultés à bénéficier de la mondialisation et à connaître un développement économique rapide (Page, 2012). Les pays africains montrent cependant une hétérogénéité extrêmement forte en ce domaine. Des données de l'ONUDI montrent par exemple que la valeur ajoutée du secteur manufacturier par tête (VAM) en 2010 est inférieure à 20\$ dans 17 pays africains sur 52, mais dépasse 200\$ dans 9 pays (avec un record de 1200\$ pour les Seychelles). Entre 1990 et 2010, 23 pays ont connu une baisse de la VAM, et seulement 5 pays une croissance supérieure à 4% en moyenne par an (Angola, Lesotho, Mozambique, Namibie, Ouganda). Dans la période, beaucoup de ces pays ont connu des phases de croissance et de décroissance. Ces résultats en termes de production semblent relativement indépendants de la spécialisation commerciale. Par exemple, bien que classés parmi les huit pays africains spécialisés dans les exportations de produits manufacturés selon le World Economic Vulnerability Monitor des Nations Unies, les Comores et Madagascar ont un faible niveau de VAM (12\$ et 25\$ par tête, respectivement) et ont connu une baisse de la VAM ces 20 dernières années. Ces résultats très différenciés, entre les pays et

dans le temps, révèlent sans doute une hétérogénéité en termes d'obstacles structurels "profonds" à l'industrialisation : obstacles géographiques (enclavement, éloignement des marchés mondiaux), institutionnels (fonctionnement des marchés, stabilité politique), faiblesse des infrastructures ou du capital humain, dotations en ressources naturelles, ... Ces différences de résultats sont également expliquées par des différences en termes de politiques économiques (au sens large, au-delà de la seule politique industrielle). L'explication de ces différences de résultats requiert par conséquent une exploration empirique. Différents types de données sont exploitables, comme des données sur les exportations de produits manufacturés (Nouira et al, 2011), ou des données micro-économiques sur l'activité des firmes des secteurs manufacturiers (Söderbom, 2012). Les données de VAM, disponibles pour un échantillon complet de pays africains, permettent d'analyser une notion large de la compétitivité incluant la capacité à satisfaire la demande intérieure. Elles permettent également d'étudier les liens entre le secteur manufacturier et les autres secteurs (agriculture, industrie extractive...). En revanche, elles restent relativement imprécises puisque beaucoup d'activités manufacturières sont informelles en Afrique. Elles ne permettent pas non plus de tenir compte de la qualité relative ou de la complexité des produits (ce qui a commencé à être fait par l'ONUDI avec le Competitive Industrial Performance Index, mais ces données sont disponibles pour encore trop peu de pays africains). Dans Goujon et Kafando (2012), nous présentons les résultats de premiers tests sur les relations entre les niveaux de VAM et un certain nombre de variables explicatives. Nous trouvons que les différences de

VAM entre les pays africains sont assez peu expliquées par des obstacles immuables (notamment géographiques), un résultat plutôt encourageant quant à la possibilité pour ces pays d'adopter des stratégies d'industrialisation efficaces.

Michaël Goujon  
UdA, CERDI

#### En savoir plus

- Goujon M. et Kafando C. (2012), Caractéristiques structurelles et développement du secteur manufacturier des pays africains, *Etudes et Documents du CERDI* à paraître dans *Dynamiques de croissance au sein de l'UEMOA*, UEMOA, Economica.
- Page J. (2012), "Can Africa industrialise?" *Journal of African Economies*, 21, AERC Supplement 2, pp.ii86-ii125.
- Rodrik D. (2009), *One Economics, many recipes: globalization, institutions and economic growth*, Princeton University Press.
- Söderbom M. (2012), "Firm size and structural change: a case study of Ethiopia", *Journal of African Economies*, 21, AERC supplement 2, pp.ii126-ii151.
- Szirmai A. and Verspagen B. (2011), *Manufacturing and economic growth in Developing Countries, 1950-2005*, UNU-MERIT Working Paper 2011-069
- Nouira R., Plane P., and Sekkat K (2011), "Exchange rate undervaluation and manufactured exports: A deliberate strategy?" *Journal of Comparative Economics*, 39, 4, pp. 584-601.

## Du côté des doctorants

### Nouveaux Doctorants

- Amouzou Esther** "Microassurance et retraite en Afrique"
- Andriambelona Annyssa** "La gouvernance territoriale de la qualité de l'eau. Le cas des Mesures Agro-Environnementales Territorialisées (MAET)"
- Baraton Pierrick** "L'impact du capital-investissement sur les petites et moyennes entreprises en Afrique subsaharienne"
- Barroy Hélène** "Innovations in financing mother and child health in low and middle income countries: the case of Niger"
- Ciuchina Mihaela** "Les IDE chinois en Europe"
- Dakpo Hervé** "Efficacité technique, économique et environnementale des élevages de ruminants"
- Diallo Ismaïla** "Vulnérabilités, chocs et réformes fiscales en Afrique"
- El Kadhi Hayfa** "Les effets de l'investissement en énergie renouvelable sur les émissions de CO2, la croissance économique, l'emploi et le bien-être"
- El Khdari Maria** "Fiscalité, secteur informel et compétitivité du secteur privé: le cas du Maroc"
- Gui-Diby Steve** "Trois essais sur les investissements directs étrangers en Afrique"
- Keita Sekou** "Migrations internationales dans les pays en développement"



Frédéric, Maria, Mihaela, Laurène, Sekou, Pierrick, Christelle, Clément, Hervé, Pierre

- Lesne Frédéric** "Indicateurs innovants de la corruption"
- Makougoum Tchoupe Christelle** "Impact du changement climatique sur l'agriculture en Afrique Subsaharienne et efficacité réelle des exploitants"
- Mandon Pierre** "Analyse des déterminants et des causes des cycles financiers"
- Mathonnat Clément** "Le rôle du développement financier dans l'occurrence et la résilience des crises"
- Petitfour Laurene** "Education et prévention du paludisme et du sida"

### Soutenances de Thèse

- Conde Lanciné**, 19 Décembre 2012, "Trois essais sur la monnaie unique de la CEDEAO et les défis associés"
- Nguedam Ntouko Clarisse**, 12 Décembre 2012, "Gouvernance et institutions dans les décisions d'investissement privé dans les pays en développement"
- Diarra Souleymane**, 4 Décembre 2012, "Chocs et mobilisation des recettes publiques dans les pays en développement"
- Diarra Gaoussou**, 12 Novembre 2012, "La Doctrine de la Gouvernance et l'Agenda des Institutions Multilatérales dans les Pays en Développement: une Approche d'Economie Politique Internationale"

### Doctorants 2012 - remise des diplômes



Alassane Drabo, Gaoussou Diarra, Martine Audibert, Aurore Pelissier, Maëlan Le Goff

FELICITATIONS !

## Zoom sur les formations

### Entretien avec le Directeur de l'École Doctorale des Sciences Économiques, Juridiques, Politiques et de Gestion (ED 245)



Mohamed El Hedi AROURI

#### 1) Pouvez-vous nous présenter l'École Doctorale ED 245 de l'UDA ?

L'École doctorale de sciences économiques, juridiques, politiques et de gestion (ED 245) participe avec les unités et équipes de recherche du tertiaire présentes sur le site clermontois à la structuration d'un pôle de recherche d'excellence qui a pour objectif des regroupements disciplinaires. Elle s'appuie sur des équipes de recherche reconnues (CERDI, CMH, CRGM et Métafort-Cemagref) autour d'un projet de recherche et de formation, à forte visibilité scientifique tant au niveau national que mondial, qui s'inscrit dans la politique scientifique de l'Université d'Auvergne Clermont 1 : le développement international. Ce projet est organisé autour de 4 grands programmes de recherche : 1) Mondialisation et Régionalisation, 2) Institutions et Gouvernance, 3) Ressources Naturelles et Humaines, 4) Entreprises et Consommateurs.

L'ED regroupe 93 enseignants-chercheurs HDR et environ 205 doctorants du secteur tertiaire principalement de l'Université Clermont 1. Elle offre aux doctorants des formations utiles à la conduite d'un projet de recherche et à l'élaboration d'un projet professionnel. En particulier, elle a mis en place depuis 2010, en relation avec le Collège des Ecoles Doctorales (Pres Clermont Université) et des unités et équipes de recherches, un complément au diplôme de doctorat qui permet aux doctorants de bénéficier d'une formation transversale, disciplinaire et soucieuse de l'insertion professionnelle. Elle apporte aussi aux doctorants une ouverture européenne et internationale, favorise les échanges scientifiques et intellectuels et assure un dispositif de suivi de l'insertion professionnelle des docteurs.

#### 2) Comment s'insère-t-elle dans le paysage national et international de l'enseignement et de la recherche ?

Notre École doctorale est la seule sur le territoire régional à offrir une formation doctorale dans les disciplines de sciences économiques, juridiques, politiques et de gestion. Elle contribue ainsi à la structuration d'un pôle scientifique attractif et d'excellence dans le domaine du développement international dans le cadre du Pres Clermont Université. Au niveau national, elle coopère avec de nombreuses écoles doctorales françaises.

Le positionnement de l'ED à l'international est fort avec le développement de la complémentarité entre formation et recherche. Il est conforté en particulier par la part importante des doctorants étrangers accueillis et formés par l'ED et les unités/équipes de recherche ainsi que par l'invitation des conférenciers étrangers. Le nombre de cotutelles internationales et de collaborations en matière de formation doctorale et de recherche avec des universités étrangères d'excellence est également important. Par ailleurs, notre École doctorale soutient financièrement la mobilité internationale des doctorants et valorise dans le cadre du complément au diplôme de doctorat les publications et communications internationales.

#### 3) Quels sont ses atouts ?

L'ED a réussi à fédérer des disciplines et des équipes de recherche diverses. L'ensemble fonctionne de manière cohérente et efficace, avec un souci marqué de transdisciplinarité. Elle offre ainsi par sa pluridisciplinarité nombre d'atouts tant sur le plan de la recherche que de la formation des doctorants. En particulier :

- Les doctorants bénéficient d'un programme de formation doctorale cohérent, de nature transdisciplinaire bien intégrée entre les formations dispensées au niveau du collège des écoles doctorales (formation transversale) et des unités de recherche (formation disciplinaire). Le complément au

doctorat est un « label » certifiant une formation doctorale d'excellence au sein de l'UdA.

- L'ED réunit les forces de la recherche tertiaire présentes sur le site clermontois et fait ainsi bénéficier ses doctorants d'importantes synergies.

- Les unités et équipes de recherche sur lesquelles s'appuie l'ED bénéficient d'une réputation forte et reconnue dans le domaine tertiaire et permettent aux doctorants d'accéder à un réseau extrêmement actif avec les meilleurs centres de recherche français et étrangers (Paris, Toulouse, Montréal, Berkeley, Oxford, Barcelone, Genève, Salzbourg, San Diego, etc.) ainsi qu'avec les grandes entreprises et institutions nationales et internationales (Michelin, FMI, Banque mondiale, etc.).

#### 4) Quels sont vos projets pour l'avenir ?

L'ED envisage de continuer de développer sa politique internationale en favorisant les cotutelles et les accords internationaux. Nous envisageons également de diversifier les modes de financements de thèses en favorisant notamment le financement par les entreprises et les institutions nationales et internationales.

L'ED souhaite aussi renforcer son offre de formation doctorale et postdoctorale et développer les partenariats d'excellence avec les universités partenaires en proposant de nouvelles collaborations axées sur des thématiques émergentes en relation avec la formation de Masters et en favorisant la mobilité internationale des doctorants et des enseignants-chercheurs.

Elle veut également poursuivre et renforcer l'action entreprise depuis cinq ans pour assurer le suivi de l'insertion professionnelle. Outre la connaissance du devenir des docteurs de l'UdA, une action spécifique doit être menée sur le moyen terme pour développer un sentiment d'appartenance à l'École doctorale.

## Vie étudiante

### Projets de développement

L'économie du développement ne s'apprend pas que dans les livres, et c'est pourquoi la vie étudiante du Cerdi passe par plusieurs associations, aux activités diverses. Deux d'entre elles, Africavenir et Projeter Sans Frontières (PSF), mettent en œuvre des projets de développement international depuis plusieurs années déjà.

Elles sont toutes deux composées de plusieurs divisions projets indépendantes et d'un bureau qui permet d'échanger les points de vue et d'organiser des activités communes. Les financements sont divers : collectivités et organisations publiques (région, CROUS...), et papiers cadeaux dans des magasins en décembre. Elles envoient régulièrement des stagiaires du CERDI sur le terrain, ce qui leur fournit une réelle expérience, et favorise la proximité avec les partenaires locaux. Chaque année, les deux associations s'associent



(1)

pour organiser le Repas du Monde, où on peut découvrir, et faire découvrir, la gastronomie de chacune des nationalités du CERDI (à venir dans le courant de février... !). Créée en 2007, PSF vise à mener une action indépendante des

mouvements politiques de la région concernée et en lien avec les besoins des populations. Elle met en avant le concept de « vulnérabilité 1+1 » en alliant la réduction de la vulnérabilité économique et d'un autre type de vulnérabilité environnementale, sociale ou culturelle. Les projets actuels vont de l'éducation solidaire au Pérou au tourisme équitable au Brésil. Deux projets en Inde sont également en phase d'élaboration, sur l'alphabétisation des femmes d'un bidonville et l'accès à l'eau potable pour un village de réfugiés tibétains. Enfin le projet le plus important est en Colombie où l'association met en place des activités communautaires d'économie solidaire (photo 1). Quelques activités sont également organisées à Clermont, comme la Semaine de la Palestine en 2009 ou celle des "gens du voyage" en 2011.

Africavenir a fêté ses 20 ans en 2012. Afin d'assurer un bon suivi de ses projets, ceux-ci sont réalisés en partenariat avec des acteurs locaux : associations de terrain, ou contacts de cerdiens africains ou de retour de stage. L'an dernier, Africavenir a construit une infirmerie dans une école de Kyabé, au sud du Tchad (photo 2). Aristide, originaire de Kyabé et aujourd'hui en troisième année de Magistère, a pu aller sur place durant l'été et vérifier l'avancée des travaux. Cette année, une équipe de Magistère 3 travaille avec une



association togolaise

qui a organisé un concours de dessin auprès des enfants dont elle s'occupe. L'idée est d'utiliser les dessins pour éditer des cartes de vœux en France,



(2)

vendues à des entreprises ou institutions. D'autres projets sont en cours de réalisation, pour construire un poulailler à Madagascar, développer une bibliothèque numérique au Burkina, et favoriser l'essor économique de Sakhor, un village sénégalais, via le développement des salines.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur les sites de PSF ou sur sa page Facebook et d'Africavenir.

#### Nouveau Bureau des étudiants 2012-2013

Amade: F. Pauly (président), A. Gaillard (vice-présidente), C. Haddaoui (secrétariat), I. Baudran (trésorerie) et C. Laville (trésorerie)

En savoir + : [amade.cerdi@gmail.com](mailto:amade.cerdi@gmail.com)  
<http://cerdi.forumactif.info/forum.htm>  
<http://africavenir.free.fr>  
<http://www.ong-psf.org>